

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS138/3  
14 janvier 1999

(99-0149)

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS - IMPOSITION DE DROITS COMPENSATEURS SUR CERTAINS PRODUITS EN ACIER AU CARBONE, PLOMB ET BISMUTH LAMINÉS À CHAUD ORIGINAIRES DU ROYAUME-UNI

### Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 14 janvier 1999, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

J'ai l'honneur de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4 et 6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1994) et à l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) au sujet de l'imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud (barres en acier au plomb) originaires du Royaume-Uni et de trois réexamens administratifs successifs.

Le 12 juin 1998, les Communautés européennes (CE) ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante de la question. La demande a été distribuée dans le document WT/DS138/1-G/SCM/D26/1 daté du 6 juillet 1998. Ces consultations, qui ont eu lieu le 29 juillet 1998 à Genève, ont permis de mieux comprendre les positions respectives, mais n'ont pas abouti à un règlement satisfaisant de la question.

Les éléments factuels à l'origine de la plainte sont décrits dans la demande de consultations susmentionnée. Les États-Unis refusent de prendre en compte la privatisation ou le transfert de propriété de l'entité recevant une subvention, même au prix fort du marché, et d'examiner si la subvention confère encore un avantage au moment de l'évaluation ou de la réévaluation de la subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire. Au lieu de cela, ils considèrent que la subvention "se déplace avec" les actifs lorsque ceux-ci sont transférés. Ils attribuent le montant de la subvention aux nouveaux propriétaires des actifs selon une méthodologie qui n'a aucun fondement rationnel et n'a jamais été expliquée ni justifiée dans les déterminations.

Les CE demandent qu'un groupe spécial soit établi pour examiner ces mesures et constater qu'elles sont contraires aux obligations incombant aux États-Unis au titre des dispositions de l'Accord SMC, en particulier, mais pas nécessairement exclusivement, des articles 1.1 b), 10, 14 et 19.4 dudit accord.

Les CE demandent que le groupe spécial soit doté du mandat type.